

SOCIÉTÉ

Des maisons lardées de fissures : l'extraction de gaz dans la province de Groningue

La province de Groningue, la plus septentrionale des Pays-Bas, tremble. Non pas que la région chevauche une faille tectonique, non : les secousses sont provoquées par l'extraction de gaz. Sous la terre se cachent d'énormes gisements de gaz, et ce gaz en est extrait par millions de mètres cubes à la fois. Dès que le gaz n'est plus là, le sol se modifie, ce qui engendre des séismes. On en recense déjà des centaines, dont le plus puissant a été mesuré à 3,6 sur l'échelle de Richter. Les maisons s'affaissent et les habitants fulminent de plus en plus, en particulier parce qu'ils ont le sentiment de ne pas être pris au sérieux. Les intérêts des résidents locaux s'opposent à ceux de l'État néerlandais depuis des années. D'abord, on a nié que les secousses étaient liées à l'extraction de gaz. Puis quand plusieurs études indépendantes ont établi que l'un entraîne bel et bien l'autre, on a commencé à traiter les dossiers de dédommagement et à réduire les activités d'extraction.

Le gaz groningois fut découvert il y a soixante ans. Le gisement de gaz s'étend sur 900 km² et contient près de 3 000 milliards de m³ de gaz que se charge d'extraire la *Nederlandse Aardolie Maatschappij* (NAM, Société pétrolière néerlandaise). Depuis que le gaz est prélevé du sol, il a rapporté à l'État néerlandais 265 milliards d'euros, fonds utilisés notamment pour aménager des routes dans le reste du pays ou pour financer l'enseignement. Le gaz a fait des Pays-Bas un pays riche. Quand il fut découvert, on ne sut pas immédiatement à quoi le gaz pouvait être utilisé. Finalement, un réseau de gazoducs fut aménagé à travers tout le pays. Les Pays-Bas cuisinent au gaz, se chauffent au gaz et vendent le gaz qui leur reste à l'étranger. Progressivement, le pays s'est mis à vivre des recettes du gaz, mais il a mis peu de fonds de côté, au contraire de la Norvège, pays du gaz par excellence. Les Norvégiens ont créé un fonds pour les périodes difficiles et pour les pensions. Ce fonds norvégien de près de 1000 milliards de dollars est également destiné à réparer les éventuels dommages que l'extraction de gaz naturel provoque dans le pays. Au fil des années, les Pays-Bas se sont adaptés à leur nouvelle richesse, et les salaires ont ainsi augmenté. De ce fait, moins d'entreprises étrangères se sont installées dans le pays, ce qui a entraîné indirectement du chômage. La «ma-



ladie néerlandaise», comme cette évolution était appelée dans les années 1970 dans la revue *The Economist*, s'est cependant atténuée avec le temps. L'économie des Pays-Bas n'est plus aussi dépendante du gaz de Groningue qu'auparavant. Mais la perspective de réduire l'extraction de gaz pour exclure peu à peu le risque de séisme a longtemps semblé passer difficilement auprès des instances politiques de La Haye. Le précédent gouvernement néerlandais, une coalition de libéraux et de sociaux-démocrates, a même intensifié l'extraction lors de son entrée en fonctions en 2012, faisant fi de l'avis contraire d'un organe consultatif national. Jan de Jong, l'ancien directeur de l'organe, fut consterné par cette décision et affirma dans un entretien accordé à la chaîne publique NOS que les pouvoirs publics néerlandais voulaient apparemment gagner de l'argent rapidement. D'après De Jong, il était déjà clair à l'époque que la production devait baisser considérablement pour ne pas mettre des vies en danger dans la province de Groningue. Ce gouvernement devait cependant faire de nombreux milliards d'euros d'économies. Sans les recettes du gaz naturel groningois, les coupes budgétaires dans l'enseignement, les soins de santé et nombre d'autres domaines auraient été encore plus lourdes. C'est probablement ce qui explique l'intensification provisoire des extractions. Mais il est également possible que les entreprises pétrolières *Shell* et *Exxon*, toutes deux copropriétaires de la NAM, aient exercé une pression dans ce sens pour se ménager davantage de profits.

Les habitants de la province de Groningue ont le sentiment que l'ensemble du pays profite de «leur» gaz naturel, alors qu'eux-mêmes en bénéficient à peine, voire pas du tout. Ils n'avaient déjà pas une confiance débordante dans le gouvernement néerlandais, mais depuis que l'on sait que c'est le gaz extrait qui est à l'origine des tremblements de terre, ils se sentent de plus en plus laissés pour compte. Les propriétaires immobiliers doivent ainsi systématiquement engager des discussions avec les pouvoirs publics s'ils veulent obtenir réparation pour les

dommages encourus. Pendant ce temps, la valeur des maisons continue de baisser. Ces maisons sont lardées de fissures et s'affaissent. Le nouveau gouvernement Rutte III, une coalition inédite mais à nouveau emmenée par les libéraux du Premier ministre Mark Rutte, semble plus conscient des dangers et de l'émoi qui ont cours dans la province de Groningue. L'extraction gazière diminue de plusieurs millions de mètres cubes.

Le 29 mars 2018, le gouvernement a même fait savoir que l'extraction de gaz dans la province de Groningue cesserait en 2030. À cette fin, pas mal de dispositions doivent être prises. Mais, d'après Eric Wiebes, ministre des Affaires économiques et des Questions climatiques, le reste des Pays-Bas n'a aucun souci à se faire. Cela ne va pas «jeter un froid» dans les chaumières.

89

Joris van de Kerkhof
(Tr. Th. Lecloux)